IL PREND LA DIRECTION DU MSP NOUVELLE VERSION

La «revanche» de Ménasra

Abdelmadjid Ménasra revient par la grande porte au MSP qu'il avait claquée avec fracas en 2008, en se faisant introniser président du mouvement.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une intronisation, hier, à l'occasion du congrès extraordinaire scellant la fusion de son désormais ex-parti, le Front du changement, dans la maison-mère, celle de feu Mahfoudh Nahnah à laquelle, d'ailleurs, il a tenu à présenter toutes ses «plates excuses», certes limitées dans le temps, mais qui constituent néanmoins une sorte de revanche sur le sort.

Car l'ex-ministre de l'Industrie ne s'est vu offrir ce privilège par Abderezzak Mokri que pour une durée de quatre mois, avant que ce dernier ne reprenne son poste en prévision de la préparation du congrès ordinaire du mouvement, le cinquième, prévu dans une année comme le stipule l'article 17 des nouveaux statuts du parti adoptés hier, comme du reste le règlement intérieur et le programme politique du mouvement, par les 1 200 délégués à ce congrès.

Ce projet d'unité répond, selon Ménasra, à l'impératif de la conjoncture empreinte de «nombreux défis auxquels fait face le pays», comme du temps de la glorieuse guerre de Libération nationale. Sauf que pour le nouveau président du MSP dans sa nouvelle version, il est temps de «se départir de la légitimité historique et de celle des hydrocarbures pour adopter celle de la légitimité populaire». Et d'inviter à la transparence des prochaines élections locales (APC, APW), prévues en novembre 2017, seule manière à même, a-t-il expliqué, de «répartir équitablement les charges dues à cette difficile conjoncture». Comme Mokri, le nouveau président du MSP a exprimé son vif souhait de voir ce projet d'union concerner les autres partis de la mouvance, les mouvements Nahda, Binaa et le FJD qui sont sur un projet d'intégration graduelle qui semble patiner.

Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Ménasra.

A relever l'absence fort remarquée à ce congrès de l'ancien président du MSP, Aboudjerra Soltani, qui avait, en janvier 2013, paraphé avec Ménasra le protocole d'accord portant ce projet de fusion. Un projet dont a fait sien Mokri à son élection à la tête du parti lors du congrès de mai de la même année, tenant à le mener à son terme à coups de concessions dont la plus significative, sa cession du poste de président du parti à «l'enfant prodigue».

M. K.

LES DÉMISSIONS AU SEIN DU PARTI SE MULTIPLIENT

Le MPA dans la tourmente

Les démissions se succèdent au sein du Mouvement populaire algérien. Abdelhakim Bettache, maire d'Alger-Centre et ex-coordinateur du bureau de la wilaya d'Alger, dénonce des dépassements au sein du parti et lance un appel à l'ensemble des cadres et militants démissionnaires pour décider d'une action. Le pouvoir de décision, estime M. Bettache, qui accuse Amara Benyounès de marginaliser les cadres du parti, doit revenir à la base militante.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Quelle initiative, Abdelhakim Bettache compte-t-il lancer ? Dans son discours, hier, Mourad Belouechrani, membre fondateur du MPA, a lancé un appel à tous les cadres qui ont décidé de claquer la porte du parti de Amara Benyounès, à rejoindre le mouvement du maire d'Alger-Centre, lui aussi démissionnaire.

Etant déjà démissionnaires, ces militants sont-ils en droit de lancer une dissidence au sein du parti ?

Bettache, qui a animé une conférence de presse pour expliquer les raisons de sa démission, a appelé à une réunion de concertation entre les démissionnaires et ceux qui ont l'intention de démissionner du parti. «C'est à eux de prendre la décision de l'action à entreprendre pour rendre à la base militante le pouvoir de décision», a-t-il indiqué.

Pour son avenir politique, notamment lors des prochaines élections, le maire d'Alger-Centre a souligné qu'il est un élu et compte présenter son bilan et rendre compte de son mandat à la population qui l'a élu. «C'est seulement ceux qui m'ont élu qui vont juger si je dois être reconduit dans mon poste ou non», a soutenu M. Bettache, qui ne compte pas se décharger de sa casquette de militant.

Répondant aux rumeurs qui évoquent un limogeage, le conférencier a affirmé avoir choisi de démissionner. Une décision, dit-il, prise en concertation avec les cadres et les militants du parti mais qu'il espérait éviter en tirant, à plusieurs fois, la sonnette d'alarme sans succès. «Nous avons essayé, à plusieurs reprises, de corriger les pratiques malsaines au sein du parti, en vain. C'est devenu même la devise du parti et une référence», a indiqué M. Bettache, qui dénonce la marginalisation et la pression dont font objet les compétences du MPA de la wilaya d'Alger-Centre. Pis, selon lui, la gestion au sein du parti, qui prétend défendre le principe de la démocratie, est devenue une gestion individuelle. La preuve de ces pratiques anti-démocratiques, poursuit-il, le parti n'a pas tenu la réunion de son Conseil national pour entériner les décisions du congrès, organisé depuis sept mois.

Les dépassements au sein du MPA sont nombreux, selon l'ex-coordinateur du parti de la wilaya d'Alger-Centre. Le seul responsable de cette situation, selon lui, c'est le président du parti, à qui il impute également la responsabilité du «scandale de l'ancien ministre du Tourisme», limogé 48 heures après son installation.

De son côté, M. Belouechrani, qui a démissionné depuis 2014 du parti, estime que «le parti est devenu une entreprise familiale». Selon lui, 70% des 40 membres fondateurs du MPA ont démissionné, et sur les 48 fédéraux, responsables de wilaya, 30 ont également claqué la porte. Le président du MPA, dit-il, s'est entouré d'une commission «constituée d'amis et de membres de sa famille», qui s'est substituée au bureau national.

Au niveau de la wilaya d'Alger-Centre, on a enregistré la démission de 1 625 militants, 33 bureaux communaux et quatre circonscriptions administratives.

S. A.

IL ÉTAIT HIER DANS DES VILLAGES DE TIZI-OUZOU RAVAGÉS PAR LES INCENDIES

Ould-Abbès rassure les sinistrés

Hier, c'était au tour du secrétaire général du FLN, Djamel Ould-Abbès d'emboîter le pas aux personnalités, dont les ministres de l'Intérieur et son collègue de l'agriculture, qui se sont succédé pour voir de près l'étendue des dégâts occasionnés par les terribles incendies ayant fait des dizaines de sinistrés dans plusieurs régions de la wilaya de Tizi-Ouzou, la semaine dernière.

Dénuée volontairement de tout caractère solennel pour lui conférer autant de convivialité que commande ce genre de circonstances dans lesquelles elle intervenait, la virée de la délégation menée par le secrétaire général du parti au pouvoir, Djamel Ould-Abbès, et Saïd Lakhdari, le mouhafedh de Tizi-Ouzou et chef du groupe FLN à l'APN, s'est rendue à Aït-Yahia-Moussa où, jusqu'à l'arrivée au centre de la localité, elle a eu tout le loisir de voir de près l'immensité de la catastrophe endurée par les populations locales qui, comme elle le montrait encore hier, étalait une grande dignité malgré son malheur.

Un malheur qui a atteint son paroxysme lorsque Rabah Kerouane a perdu la vie en tentant de vaincre les flammes à Tarikt, hameau du village Ath-Rahmoune où s'est rendu hier le SG du FLN pour consoler autant qu'il le pouvait la famille du défunt. A chaque halte avant Ath-Rahmoune, Ould-Abbès n'a eu de cesse d'assurer que les mesures prises pour dédommager les victimes de cette catastrophe seront appliquées parce qu'elles émanent du président de la République.

Les assurances quant à l'indemnisation des sinistrés reviendront tout au long du périple de la délégation qui, peu après midi, prendra la direction de l'est de la wilaya de Tizi-Ouzou. C'est, en effet, à Timizart, dans la daïra de Ouaguenoun, que Ould-Abbès et Lakhdari avaient rendez-vous avec les citoyens de cette autre localité ayant particulièrement été touchée par la catastrophe.

L'occasion de réitérer, devant des membres du comité du village Ibazizene, les assurances avancées par le ministre de l'Intérieur puis son pair de l'agriculture pour l'indemnisation des victimes de cette catastrophe.

Loin du tumulte d'Alger auquel il est confronté depuis quelques semaines, Ould-Abbès est donc venu à Tizi-Ouzou rassurer sur la bonne foi des pouvoirs publics si d'aventure il subsistait encore des doutes quant à la prise en charge des victimes des incendies d'il y a dix jours.

A. M.

ILS EXIGENT LA LIBÉRATION DE LEURS REPRÉSENTANTS

Les anciens militaires reprennent l'action de rue

Ils ne désarment pas. Malgré une autre obstruction, de la part des services de sécurité, les anciens de l'ANP – retraités, blessés victimes du terrorisme, rappelés ou radiés — font une énième tentative pour marcher sur la capitale. Ils ont pris le départ à partir du territoire de la wilaya de Bouira en empruntant la RN5 pour rejoindre Alger. Ils ont été stoppés au niveau de Tidjelabine, dans le centre de la wilaya de Boumerdès, par un cordon de gendarmes.

Par ailleurs, selon nos informations, des policiers et gendarmes procèdent à des fouilles au niveau des gares ferroviaires et routières de la région de Boumerdès. «Les policiers ont envahi en grand nombre la gare routière de la ville de Boumerdès», nous lance au téléphone un citoyen.

Cette manifestation jumelée à l'ouverture du marché de véhicules qui a lieu chaque samedi dans la même localité a perturbé la circulation automobile dans tout le centre de la wilaya de Boumerdès d'autant plus que, durant la saison estivale, la circulation sur cet important axe routier des estivants qui veulent rejoindre les plages de l'est de la wilaya de Boumerdès y est dense. Il était impossible pour nous d'arriver à Tidjelabine par route.

Pour rappel, les mêmes manifestants ont tenté, la semaine écoulée, de marcher sur Alger. Ils ont été également stoppés sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de Larbaâtache à l'ouest de la ville de Boumerdès. A la fin du mois de mai 2017, ces militaires ont organisé une manifestation musclée. Partis, à l'époque, de Boumerdès pour marcher vers Alger, arrivés à la limite Est de la capitale, au niveau de Réghaïa, un immense déploiement de gendarmes leur barrait le chemin. Après quelques heurts, cette procession revendicative a été stoppée.

Par la suite, selon ce qu'avait laissé entendre le coordinateur national de ce mouvement de revendication social, une délégation de 7 représentants a été reçue, dans les bureaux de la Wilaya, par le wali de Boumerdès, en présence des principaux responsables sécuritaires de la région et du général Hadj Sadok, DG de la Caisse d'assurance militaire.

Au sortir de cette réunion, qui se tenait à une journée du début du mois sacré du Ramadhan, ce représentant nous confiait : «Nous avons remis la liste de nos doléances à nos interlocuteurs. Ces derniers nous ont promis de la transmettre aux hautes autorités du pays. Ils nous ont, en outre, promis une réponse dans les 3 ou 4 jours.»

Au cours de la même journée de cet entretien, la marche qui s'est transformée en sit-in le long de la RN5, à la limite administrative de la capitale, a été suspendue. En plus d'une vingtaine de doléances, concernant notamment les séquelles physiques et morales qu'ils ont endurées, à la suite de leur participation à la lutte contre le terrorisme, les marcheurs exigent la libération de 7 de leurs représentants arrêtés et emprisonnés.

Hier en milieu d'après-midi, la situation restait tendue dans le centre de la wilaya de Boumerdès et la circulation automobile devenait quasiment impossible

Abachi L.